

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE BRANCHER

Parc d'activité du Saule
28170 Tremblay-Les-Villages

Références : IC260008-VAT20260013
Code AIOT : 0010004854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE BRANCHER implanté Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages. L'inspection a été annoncée le 11/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite du 7 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des dispositions du code de l'environnement relatives à la cessation d'activité d'une ICPE à autorisation.

Ce constat a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 août 2024.

La visite du 19 novembre 2024 visait à contrôler le respect de l'arrêté de mise en demeure du 5 août 2024. Aucune action n'ayant été entreprise par l'exploitant (à savoir le liquidateur judiciaire de la SN BRANCHER), un arrêté préfectoral portant consignation de somme a été pris à l'encontre de l'exploitant le 21 mars 2025.

La visite du 16 décembre 2025 vise à contrôler les actions entreprises sur le site depuis l'inspection précédente.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE BRANCHER
- Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages
- Code AIOT : 0010004854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SN BRANCHER était productrice et distributrice d'encre.

La société a été placée en liquidation judiciaire le 6 avril 2023.

Le liquidateur judiciaire est la Selarl PJA, dont Maître Joulain est le représentant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité - cessation	Code de l'environnement du 16/12/2025, article R. 512-75-1-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Mise à l'arrêt des installations	Code de l'environnement du 16/12/2025, article R.512-39-1-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Cessation d'activité - ATTES MEMOIRE	Code de l'environnement du 16/12/2025, article R.512-39-3-I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité - cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/12/2025, article R. 512-75-1-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité suite à la cessation d'activité
Prescription contrôlée : IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la

cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Constats :

Constat de la visite du 19/11/2024 : la mise en sécurité du site n'a pas été réalisée conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

Visite du 16/12/25 :

Lors de la visite, le propriétaire du site précise les opérations qu'il a réalisées depuis la dernière inspection :

- Nettoyage des cuves intérieures et extérieures
- Dépose des cuves et découpe des réseaux présents autour et des cuves
- Évacuation des matériaux découpés,
- Remblaiement de la zone des cuves extérieures
- Nettoyage des zones souillées et évacuations des eaux de traitements.
- Vidange d'une fosse dans l'atelier vernis.

Sur le terrain, il est constaté que ces opérations ont bien été réalisées. Il demeure quelques déchets souillés dans certaines zones du bâtiment.

Le système de défense incendie (moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs, sprinklage) est toujours en place mais il n'est pas contrôlé et entretenu.

Le propriétaire précise qu'il a échangé avec le liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER, en charge de la cessation d'activité, pour obtenir le financement de tout ou partie du coût de la mise en sécurité du site. Celui-ci lui aurait indiqué ne plus avoir de fonds disponibles pour ces opérations.

Constat : la mise en sécurité du site n'a pas été réalisée conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mise à l'arrêt des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/12/2025, article R.512-39-1-III
Thème(s) : Risques accidentels, ATTES-SECUR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite du 19/11/2024 : le liquidateur judiciaire n'est pas en mesure d'attester la mise en sécurité du site par la présentation d'une ATTES-SECUR.</i></p> <p>Visite du 16/12/25 : Sur le terrain, il est observé que la mise en sécurité n'a pas été finalisée malgré les opérations réalisées par le propriétaire du site entre novembre 2024 et décembre 2025 (cf point de contrôle précédent). Aucune ATTES-SECUR n'a donc pu être produite pour attester de la mise en sécurité du site.</p> <p>Constat : le liquidateur judiciaire n'est pas en mesure d'attester la mise en sécurité du site par la présentation d'une ATTES-SECUR.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Cessation d'activité - ATTES MEMOIRE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/12/2025, article R.512-39-3-I
--

Prescription contrôlée :

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation qui doit être produite avec le mémoire de réhabilitation prévu à l'antépénultième alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes

alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

Constats :

Constat de la visite du 19/11/2024 : le liquidateur judiciaire n'a pas adressé au préfet le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et l'attestation mentionnée à l'article R512-39-3 du code de l'environnement (ATTES-MEMOIRE).

Visite du 16/12/25 :

L'inspection des installations classées constate que le mémoire de réhabilitation et l'ATTES-MEMOIRE n'ont pas été transmis au Préfet.

Le propriétaire du site indique que la production du mémoire de réhabilitation et de l'ATTES-MEMOIRE relève de la responsabilité du liquidateur judiciaire. Lors d'un échange entre les deux parties, le liquidateur judiciaire aurait indiqué ne pas avoir de fonds pour mener à son terme la cessation d'activité.

Constat : le liquidateur judiciaire n'a pas adressé au préfet le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et l'attestation mentionnée à l'article R512-39-3 du code de l'environnement (ATTES-MEMOIRE).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 2 mois